



PRÉFET DU GARD

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Occitanie
Unité Interdépartementale Gard-Lozère

Nîmes, le 19 juin 2024

Cellule Déchets
89 rue Wéber CS 52002
30907 NIMES CEDEX 2

Nos réf. : /2024-06-255

Affaire suivie par : Florent ROUVIERE
Tél. 04 34 46 65 74
Courriel : florent.rouviere@developpement-durable.gouv.fr

Monsieur le Sous-Préfet d'Alès
Pôle Risques et Développement
Durable
BP 80339
30107 ALES CEDEX

Objet : – Installations classées pour la protection de l'environnement
- SUEZ RV Méditerranée - Salindres

Bordereau d'envoi

Désignation des pièces :

nombre :

date :

- rapport d'inspection du 06/05/24

1

18/06/24

Observations : pour information

Pour le Directeur Régional et par délégation,
L'adjoint au Chef de l'Unité Inter Départementale
Gard-Lozère

Thibault LAURENT



PRÉFET DU GARD

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Occitanie
Unité inter-départementale Gard-Lozère

Nîmes, le 19 juin 2024

Le Directeur Régional

à

Monsieur le Directeur
SUEZ RV Méditerranée
rue Antoine Becquerel
11100 NARBONNE

Cellule Déchets
89 rue Wéber CS 52002
30907 NIMES CEDEX 2

Nos réf. : /2024-06-255

Affaire suivie par :

Objet : - Installations classées pour la protection de l'environnement
SUEZ – Salindres (30)

P.J. : - 1 rapport d'inspection

Monsieur le directeur,

L'inspection des installations classées s'est rendue le 06/05/2024 sur le site implanté Lieu-dit Pique Peyre à Salindres (Gard) afin de procéder à une visite d'inspection.

En application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, vous voudrez bien trouver ci-joint une copie du rapport établi par l'inspection et transmis à Monsieur le Préfet à la suite de cette visite.

Je vous invite à prendre connaissance avec la plus grande attention des constats établis et des suites administratives éventuellement proposées par l'inspection. Vous voudrez bien me faire parvenir les éléments de réponses et les justificatifs attendus, selon les délais précisés dans le rapport.

La partie de ce rapport intitulée « Contexte et constats de l'inspection » sera publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). En tant que de besoin, vous pouvez informer l'inspection des installations classées des données que vous considérez non publiables pour des raisons de confidentialité ou de secret de fabrication. L'inspection des installations classées examinera la recevabilité de votre demande, masquera uniquement les données retenues comme confidentielles et procédera à la publication.

1/2

Je vous invite à formuler vos observations sur cette correspondance et sur le rapport dans le délai de 15 jours. Sans retour de votre part dans ce délai, il sera considéré que vous n'avez pas d'observations.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

P/Le Directeur Régional, et par délégation,
L'adjoint au Chef de l'Unité inter départementale Gard-
Lozère,



Thibault LAURENT



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement**

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

Nîmes, le 18/06/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2024

Partie nominative

SUEZ RV Méditerranée

Lieu- dit Pique Peyre
30340 Salindres

Affaire suivie par : ROUVIERE Florent

Téléphone :

Courriel : florent.rouviere@developpement-durable.gouv.fr

Références :

Code AIOT : 0006603985

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 06/05/2024 de l'établissement SUEZ RV Méditerranée implanté Lieu- dit Pique Peyre 630 route de Mazac 30340 Salindres. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

Florent ROUVIERE, UID 30-48, Subdivision GL3, inspecteur de l'environnement; Marie-Laure CLEMENTZ, UID 30-48, Subdivision GL3, inspecteur de l'environnement

Rédacteur.rice	Vérificateur.rice n°1	Approbateur.rice
Le coordonnateur de la cellule déchets Validé le : 18/06/2024 10:37  Florent ROUVIERE	Chef UID 30/48 Validé le : 18/06/2024 18:26  Pierre CASTEL	Chef UID 30/48 Validé le : 18/06/2024 18:26  Pierre CASTEL

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

Olivier COURQUIN, Responsable de zone Tri Mécanique (11, 30, 34, 66)

Antony NERISSON, responsable du site

Le courriel d'échange avec l'administration est : antony.nerisson@suez.com

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 06/05/2024 de l'établissement SUEZ RV Méditerranée Lieu- dit Pique Peyre 630 route de Mazac 30340 Salindres, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

Nîmes, le 18/06/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV Méditerranée

Lieu- dit Pique Peyre
30340 Salindres

Références :

Code AIOT : 0006603985

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2024 dans l'établissement SUEZ RV Méditerranée implanté Lieu- dit Pique Peyre 630 route de Mazac 30340 Salindres.

Suite au dépôt d'un porter à connaissance, le bassin de collecte des eaux de toitures a été transformé en bassin d'infiltration gardant sa fonction d'écrtage en cas de fortes pluies afin de répondre à l'arrêté de mise en demeure n°2021-35 du 9 août 2021. La visite avait pour objectif de constater le respect des prescriptions de cet arrêté de mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Méditerranée
- Lieu- dit Pique Peyre 630 route de Mazac 30340 Salindres
- Code AIOT : 0006603985 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

La société Suez R&V Méditerranée, dont le siège social et la direction générale sont situés: 16, rue Antoine Becquerel - 11782 NARBONNE CEDEX- est autorisée, par l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009, à exploiter l'unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée «NEOVAL», située aux lieux-dits "Le Barthas" et "Pique Peyre", sur la commune de Salindres, et mise en service fin 2012.

Les installations sont implantées dans une zone industrielle, à environ 1 km à l'ouest du centre-ville de Salindres. Les habitations les plus proches sont situées à environ 200 m au sud-ouest du site, au lieu-dit «le Valat d'Arias». Les principaux autres sites industriels potentiellement émetteurs d'odeurs implantés à proximité du site, sont localisés entre NEOVAL et la ville de Salindres: il s'agit du centre de compostage de boues de stations d'épuration exploité par VEOLIA, de l'industrie de fabrication d'engrais BIOS, de la centrale à béton Lafarge et de la plate-forme chimique avec AXENS et RHODIA.

L'établissement est constitué principalement d'un bâtiment fermé de 10959m² comprenant:

- une aire de réception et stockage,
- un hall de tri et affinage,
- 7 tunnels de fermentation,
- 11 tunnels de maturation,
- des installations de traitement des effluents gazeux (laveurs et biofiltres),
- une zone d'isolement des bennes,
- des bureaux et locaux sociaux.

Les installations extérieures sont composées de :

- 2 ponts-bascules,
- un portique de détection de radio-activité,
- un local technique de sprinklage et 2 réservoirs d'eau,
- un bassin de rétention des eaux de toiture (B1),
- un bassin de rétention des eaux de voirie,
- un bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie,
- des voies de circulation et parcs de stationnement,
- des espaces verts.

Les activités exercées dans l'établissement comprennent:

- le tri des déchets par procédés mécanique, magnétique, densimétrique, optique et manuel, en vue d'une valorisation matière ou énergétique;
- le compostage de la fraction organique par fermentation, maturation et affinage;
- le stockage du compost.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Levée de mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Levée arrêté de mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 09/08/2021, article 1	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux ont été réalisés. La mise en demeure peut être levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Levée arrêté de mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques - eau pluviale
Prescription contrôlée : La société Suez R&V Méditerranée, dont le siège social est situé : 16, rue Antoine Becquerel - 11782 NARBONNE CEDEX est mise en demeure, pour son unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée I NEOVAL J, située aux lieux-dits "Le Barthas" et "Pique Peyre", sur la commune de Salindres : <ul style="list-style-type: none">• sous un délai de 12 mois à compter de la notification de présent arrêté, de se conformer aux prescriptions de l'article 3.7. de l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009, en réalisant les travaux de reprise du bassin d'eaux pluviales de toitures de manière à rétablir son étanchéité et sa capacité de rétention de 1100 m³ selon les éléments du porter à connaissance déposé le 21 mars 2019 ;• sous un délai de 6 mois à compter de la notification de présent arrêté, de justifier du lancement des travaux par la fourniture d'un document attestant d'une commande passée auprès d'une entreprise de son choix ;
Constats : L'exploitant a transmis le 24 mai 2023 un porter à connaissance de modifications des conditions d'exploitation et d'aménagement. Ces modifications consistent principalement à supprimer l'étanchéité du bassin et justifié du dimensionnement de celui-ci. Des éléments fournis dans le dossier de porter à connaissance et de leur examen vis-à-vis des critères définis dans l'article R.181-46 du Code de l'Environnement, il apparaît que les modifications réalisées ont été considérées comme non substantielles. Ainsi l'inspection a proposé à monsieur le sous-préfet d'Alès de prendre acte des modifications souhaitées par arrêté préfectoral complémentaire. L'arrêté préfectoral n°2023-45 du 26 octobre 2023 a été pris en conséquence. Les travaux ont été réalisés sous 6 mois et il est constaté que des vannes guillotines ont été ajoutées en entrée et en sortie de bassin. Par ailleurs, un arrêté rendant redevable l'exploitant d'une astreinte administrative jusqu'à satisfaction de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 août 2021 a été pris le 21 novembre 2022. Cette astreinte a été liquidée à compter du 24 mai 2023. Un arrêté de liquidation d'astreinte a été signé par monsieur le sous-préfet d'Alès le 26 octobre 2023. Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 9 août 2021 sont satisfaites et la mise en demeure peut être levée.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

